

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les efforts en faveur de la non prolifération des armes nucléaires, à Washington le 13 avril 2010.

LE PRÉSIDENT -- Mesdames et Messieurs, nous sortons de deux jours de discussions utiles, dédiées à la prévention du terrorisme nucléaire et plus particulièrement à la sécurisation des matières nucléaires vulnérables. Le Président OBAMA a présidé lui-même la totalité des séances. Il l'a fait avec beaucoup de conviction et beaucoup de compétence, en tenant les sujets et en tenant les horaires. Tous les chefs d'Etats et de Gouvernements réunis ici sont d'accord pour considérer que la menace du terrorisme nucléaire est réelle, qu'elle est globale, qu'elle concerne le Sud comme le Nord, personne n'est à l'abri.

Tous les pays réunis ici sont convenus de la nécessité d'une vigilance accrue et permanente sur les stocks de matière nucléaire, civile ou militaire et sur les savoir-faire scientifiques nucléaires. A l'heure de la renaissance du nucléaire civil, il faut que tous les états acquièrent une culture de la sécurité nucléaire.

La France a pris des engagements. La France va accueillir une mission d'évaluation de l'AIEA sur l'efficacité de ces dispositifs. Et la France en recevra une sur un site nucléaire.

Nous allons intégrer la sécurité nucléaire dans tous les accords de coopération nucléaire avec les nouveaux pays. Et nous proposerons des formations dans le cadre de notre future Ecole internationale, dont j'ai annoncé la création lors du Sommet sur l'action nucléaire civile que la France a accueilli le mois dernier à Paris.

Nous soutenons l'AIEA et son Directeur général M. AMANO qui joue un rôle central pour la sécurité des matières nucléaires. Nous allons aller plus loin dans notre coopération avec l'Agence puisque nous proposerons à l'AIEA de recenser et de localiser dans le monde toutes les matières radioactives qu'elle a exportées afin de veiller à leur sécurisation.

Enfin nous voulons renforcer Les grands traités internationaux : nous allons accélérer la ratification de la Convention de l'ONU pour la répression du terrorisme nucléaire et la Convention révisée de l'AIEA sur la protection des matières nucléaires.

Tous les pays réunis ici ont pris des engagements, et notamment un engagement ambitieux, qui consiste à sécuriser toutes les matières nucléaires vulnérables du monde en quatre ans. Je ne peux citer que quelques exemples : l'Ukraine s'est par exemple engagée à se débarrasser d'ici le prochain sommet en 2012 de tout son stock d'Uranium hautement enrichi.

Plusieurs pays, comme les Emirats, l'Italie, le Japon, se sont engagés à mettre en place des systèmes de détection et de protection de leurs ports et aéroports contre les trafics de matière. Les Russes et les Américains ont signé un accord sur l'élimination des stocks de plutonium des armes russes démantelées.

D'autres pays comme l'Algérie ont annoncé la mise en place de législation nationale contraignante en matière de sécurité nucléaire.

Nous devons également penser aux pays dont les dirigeants voudraient empêcher les terroristes de préparer et de réaliser un attentat nucléaire, en leur fournissant des matières nucléaires, du savoir-faire ou des explosifs. Or il existe un vide juridique en la matière puisque le Tribunal pénal international, aujourd'hui, ne couvre pas ce type de situation. Or il s'agit de faits gravissimes. J'ai proposé que ces faits - c'est-à-dire qu'un Etat, doté d'un savoir-faire nucléaire, livre à une

proposé que ces Etats - soit à titre de précaution, soit à titre de mesure préventive, dans le cas d'une organisation terroriste du matériel nucléaire ou de la compétence en matière nucléaire -, j'ai proposé que cet Etat puisse être poursuivi et condamné par un tribunal international sous l'égide de l'ONU.

Cela peut se faire soit par une modification du statut du Tribunal pénal international, pour élargir sa compétence, soit par la création d'un tribunal ad hoc, pour combler cette lacune de notre droit international. Aujourd'hui il n'y a pas de possibilité de punir ou de demander des comptes à un pays qui livrerait une compétence ou du matériel nucléaire à une organisation terroriste.

Le Président OBAMA, dans sa conclusion a indiqué qu'il lui semblait que cette proposition était utile. Il a demandé aux Sherpas qui se réuniront à Buenos Aires pour préparer le prochain sommet de travailler en accord avec le Secrétaire général des Nations Unies sur cette proposition pour combler le vide juridique. Cette question sera résolue avant notre prochain rendez-vous en 2012 en Corée du Sud.

Avant de répondre à vos questions, je voudrais également vous dire que nous avons débuté la séance de ce matin par une minute de silence à la mémoire du Président KACZYNSKI, le Président polonais, qui nous a quittés dans les circonstances dramatiques que chacun connaît. Je me rendrai donc dimanche aux obsèques du Président à Cracovie et ce même jour les drapeaux de tous les bâtiments publics français seront en berne en signe de solidarité avec le peuple polonais tout entier, si durement touché par cette catastrophe qui a décapité une partie des élites de ce grand pays européen.

Je répondrais à vos questions, si vous en avez bien sûr.

QUESTION -- Monsieur le Président, est-ce que quatre ans pour sécuriser tout le matériel nucléaire très vulnérable, cela suffit ? Cela paraît très ambitieux quatre ans, et il y a quand même aussi des pays qui cultivent l'art du secret. Je pense à la Chine, l'Iran, la Corée du Nord, bien sûr.

LE PRESIDENT - C'est pourquoi, me semble-t-il, ce sommet organisé par le Président OBAMA est un sommet utile, c'était une très bonne initiative. Nous verrons ce qu'il en sera dans quatre ans, mais le seul fait qu'on se soit donné un calendrier, un objectif ambitieux, c'est que la conscience du danger que représentent ces matières nucléaires qui pourraient tomber dans de mauvaises mains - je veux dire que jamais une telle prise de conscience n'avait eu lieu et nous parlions devant 41 chefs d'Etat et de Gouvernement. Je trouve que c'est extrêmement positif, la prise de conscience, et par ailleurs la décision que nous devons agir ensemble. Pas les uns contre les autres. Pas en se méfiant les uns des autres mais ensemble. Et naturellement la France doit donner l'exemple et c'est pour cela que j'ai demandé à l'AIEA de venir faire des contrôles en France.

On ne peut pas être exigeant envers les autres si on ne l'est pas naturellement envers soi-même. Le terrorisme nucléaire est maintenant répertorié comme une menace possible. La question des matières nucléaires et des législations nécessaires pour les encadrer et la mobilisation de la communauté internationale pour les sécuriser est maintenant clairement posée, et on a le délai de quatre ans, la poursuite de la réduction des arsenaux, avec le traité Start 2 entre les Américains et les Russes, que la France a salué comme un pas qui va dans la bonne direction. Et les Français doivent savoir que la France a été le premier pays à aller dans cette direction. En renonçant aux essais, en démantelant les sites de retraitement, en étant très transparent sur le nombre d'armes nucléaires dont elle disposait, en les réduisant substantiellement.

Mais c'est clair également que j'ai indiqué que la responsabilité du Président de la République, c'est une responsabilité institutionnelle, qui en fait le chef des Armées et le garant de la sécurité du pays. Avec le monde dangereux, tel qu'il est aujourd'hui, la France a hérité de l'arme nucléaire. Elle ne veut s'en servir de façon agressive contre personne, de façon offensive contre personne - mais pour assurer la sécurité d'un pays de 65 millions d'habitants, dans le monde qui est le nôtre, la France ne peut pas baisser la garde. Elle a montré le chemin, elle a réduit ses arsenaux comme nul autre pays ne l'a fait. Elle est transparente dans son potentiel militaire, mais je me dois également d'être le garant de la sécurité du pays, de notre pays, de nos concitoyens et de notre indépendance nationale.

D'ailleurs je me réjouis de la nouvelle doctrine nucléaire américaine. Je ne veux pas dire qu'elle sera proche de la doctrine française mais c'est extrêmement intéressant. D'ailleurs on a beaucoup travaillé avec l'équipe du Président OBAMA et avec M. OBAMA. La conception qui consiste à n'utiliser l'arme nucléaire qu'en extrême recours, nouvelle conception de l'administration OBAMA par rapport à ce qu'elle était de l'administration BUSH, va exactement dans le sens de la doctrine française. D'ailleurs on suit depuis des mois avec nos amis américains l'évolution de cette doctrine. Et pour nous il y a aussi une question d'indépendance nationale et une question de sécurité.

QUESTION -- Monsieur le Président, avez-vous perçu au cours des deux derniers jours une évolution de la position de la Chine vis-à-vis de possibles sanctions iraniennes et la perspective de ces sanctions vous paraît-elle du coup plus importante ?

LE PRESIDENT -- Oui, pour dire vrai, pour être le plus transparent possible, ce n'était pas un sujet à proprement parler du sommet. Mais je mentirai si je vous disais que l'on n'en a pas parlé. Non pas en plénière mais qu'on n'en a pas parlé entre nous. J'ai eu notamment une longue discussion bilatérale avec le Président LULA. Je crois que chacun progresse vers l'idée que la situation actuelle ne peut pas continuer trop longtemps. Que l'obstination des dirigeants iraniens à refuser des contrôles approfondis, à refuser toutes les mains tendues qui leur ont été proposées - d'abord par le Président OBAMA mais aussi les tentatives de médiation du Président LULA, aussi du Premier ministre ERDOGAN -, cela n'a débouché sur rien d'autre que de la perte de temps. Je ne dis pas qu'essayer de se comprendre ce soit de la perte de temps. Mais concrètement, cela n'a débouché rien. Et il y a vraiment une prise de conscience générale que cela ne peut plus durer longtemps.

Deuxièmement, nous tous nous souhaitons que ce soit le Conseil de Sécurité, pour donner une légitimité internationale à ces sanctions. Il me semble qu'un calendrier raisonnable pour l'obtention de ces sanctions à l'ONU c'est avril, ce mois --ci, ou le mois de mai, pas plus tard. Et je crois pouvoir dire qu'on s'est compris, même avec le Président LULA, dont vous savez la position, qui est tout à fait légitime, une position de dialogue. Quant au Président OBAMA, la position de la France et des Etats-Unis, mais ça c'est depuis les entretiens que nous avons eus il y a une dizaine de jours, nous sommes absolument sur la même ligne et nous poussons dans le même sens.

Donc vraiment, la minute de vérité, elle approche.

QUESTION- Monsieur le Président, sur un sujet sensible qui est l'Afghanistan, je vais me permettre de vous poser une question. Avez-vous vu la vidéo des deux journalistes kidnappés en Afghanistan et quel est votre sentiment là-dessus ?

LE PRESIDENT -- Je ne l'ai pas vue pour tout vous dire parce qu'au moment où nous l'avons reçue, j'étais informé bien sûr, et des demandes de ceux qui ont vos collègues en otage. Je n'ai pas vu la vidéo elle-même mais pour que les choses soient claires, j'étais d'accord avec sa diffusion. De ce point de vue là, que les choses soient claires. Maintenant, sur le fond des choses, tant que vos confrères sont prisonniers, sont retenus, ce qui est profondément inadmissible, vous comprendrez que je doive m'abstenir de longs commentaires sur le sujet.

Nous ne ménageons aucun effort pour les sortir de la situation où ils se trouvent. J'étais bien sûr au courant des demandes, bien sûr au courant de la cassette. Je verrai dans les jours qui viennent leurs familles, que j'ai déjà vues, avec qui j'ai été en contact téléphonique. Nous avons eu plusieurs déceptions mais nous avons eu des espérances... - la situation est très complexe - mais, pour le moins ce que l'on peut dire, c'est que c'est une preuve de vie. Nous n'avons jamais douté d'ailleurs que vos confrères soient en vie. Et j'attends que l'on ait réussi à les libérer pour dire ce que je pense de la pratique qui consiste à retenir des otages et à les obliger à parler devant les caméras. Je ne peux malheureusement pas vous en dire beaucoup plus.

QUESTION -- Je voudrais revenir brièvement sur l'Iran. Vous avez dit que pour décider des sanctions il y avait en gros entre 2 et 6 semaines. Si les pays du Conseil de Sécurité n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une résolution, est-ce que vous proposerez aux partenaires de la France de prendre des sanctions de façon unilatérale ? Sans l'appui, sans la base d'une

résolution ?

LE PRESIDENT -- Mais de toute manière la question se posera parce que, soit - ce que j'espère -, nous obtenons une résolution des Nations Unies et forcément elle sera moins forte que nous pourrions le souhaiter puisqu'il aura fallu rassembler tout le monde, mais libre à l'Europe comme à d'autres partenaires, les Etats-Unis, de demander des sanctions où cela passe, soit - ce que je ne veux pas imaginer -, nous n'arrivons pas à avoir la majorité au Conseil de sécurité, et dans ce cas là, le problème va se reposer. Il faudra quand même décider un certain nombre de choses. Donc vraiment on arrive au bout d'un processus, car ce qu'il faut à tout prix éviter, c'est la confrontation. Pour éviter la confrontation, si les dirigeants iraniens actuels ne veulent pas comprendre, alors il n'y a que la possibilité des sanctions.

QUESTION -- J'avais deux questions, une autre sur les sanctions, s'il vous plaît. Est-ce que les sanctions dans le domaine de l'énergie restent sur la table à votre avis ? Je crois que vous avez évoqué dans l'interview à CBS la question d'achat de pétrole en disant que c'était une possibilité. Le conseiller de Barack OBAMA a précisé lors du sommet à Prague que c'était toujours sur la table avec les Russes également, que ce n'était pas exclu, mais on a des déclarations assez refroidissantes côté russe et chinois. Donc est-ce que c'est encore sur la table et si ce n'est pas sur la table, est-ce qu'on ne va pas avoir des sanctions qui finalement ne joueront pas leur rôle de forcer l'Iran justement à changer d'orientation ?

Et la deuxième question, c'est sur la question de la sécurisation nucléaire. Je me demandais si vous pouviez nous en dire plus sur la contradiction, qui paraît évidente, mais peut-être que vous n'êtes pas d'accord, sur le fait qu'il y ait une tension entre la sécurisation des matériaux nucléaires et l'expansion du recours à l'énergie nucléaire dans le monde. Vous avez parlé tout à l'heure de la nécessité de créer des cultures de sécurité, mais est-ce que n'est pas quand même un défi presque inatteignable dans certains pays ?

LE PRESIDENT -- Sur les sanctions, je crois bien connaître la position du Président MEDVEDEV pour en avoir parlé avec lui depuis longtemps et notamment en bilatéral à Berlin lorsque nous avons commémoré la chute du Mur de Berlin. Il ne me semble pas qu'il soit très « refroidissant », pour reprendre votre expression. Ce qui compte, c'est d'avoir un cadre, un cadre aux Nations Unies. Après, on rentrera dans le détail, il n'y a pas que les sanctions de ce type et puis il peut y en avoir d'autres. Essayons d'avoir un statut juridique et garder la majorité à défaut de l'unanimité aux Nations Unies. C'est l'objectif que nous avons.

Ensuite nous voulons les sanctions les plus efficaces possibles. J'ai cité ça, Bernard KOUCHNER en avait cité d'autres. On est tout à fait prêt à en discuter, cela ne pose pas de problème, ce sont des modalités. Ce qui compte, c'est d'éviter une crise internationale grave. Je voudrais rappeler quand même que le sujet de la course à l'armement nucléaire de l'Iran est sur la table depuis longtemps, que c'est sans doute la crise potentiellement la plus dangereuse et qu'il faut à un moment donné faire quelque chose pour éviter la confrontation. Et au moins aurons-nous la satisfaction, nous les Français, d'avoir plaidé sans relâche pour que les choses changent.

Je suis persuadé que nous sommes à un moment où le consensus est proche, tant l'aveuglement des dirigeants iraniens est préoccupant. Dire cela c'est décrire une réalité. Ce n'est pas un sujet de plaisanterie. Personne n'est contre l'Iran, chacun respecte l'Iran qui est un grand peuple, une grande culture, une grande civilisation. Chacun est bien d'accord que l'Iran a le droit au nucléaire civil. Mais la perspective de l'obtention par l'Iran de la bombe atomique avec en parallèle les déclarations réitérées à de multiples reprises du Président AHMADINEJAD fait peser une menace extrêmement sérieuse. C'est quand même notre devoir de nous en préoccuper et de trouver des solutions. Je crois que c'est l'une des crises les plus sérieuses auxquelles nous sommes confronté.

Alors oui, contradiction entre le développement du nucléaire civil et la sécurisation des matières. On va essayer qu'il n'y ait pas contradiction parce que ce nous ne voulons pas c'est un développement anarchique, nous voulons un développement régulé. Avec plus de pouvoirs et plus de moyens financiers pour l'AIEA. Plus de règles nationales, plus de contrôles, mais en même temps on ne va pas se priver du potentiel formidable que représente, sans émission de CO2, l'énergie nucléaire. Donc ne confondons pas. Le problème ce n'est pas l'énergie nucléaire.

CO2, l'énergie nucléaire. Donc ne commençons pas le problème ce n'est pas l'énergie nucléaire, c'est le terrorisme. Et le problème n'est pas la quantité d'énergie produite mais le fait que cela soit produit dans le passé de façon un peu anarchique. Avec des Etats qui se sont démantelés et qui ont laissé des stocks dont personne ne revendique la propriété ou la responsabilité en tout cas. Vous voyez très bien à qui je veux faire allusion. Parce que la fin du XXe siècle a vu un empire se démanteler et cela a posé beaucoup de problèmes.

QUESTION -- Pardonnez-moi encore une petite question sur l'Iran mais c'est l'urgence du moment. L'un des arguments aux adversaires des sanctions c'est de dire que ces sanctions pourraient être contreproductives, frapper davantage la population que les dirigeants et vous avez vous même hier rappelé l'attachement que vous aviez au mouvement démocratique en Iran. Qu'est-ce que vous répondez à ces sceptiques ? Que proposez-vous comme type de sanctions justement pour répondre à cet argument ?

LE PRESIDENT -- Bien sûr la question se pose, à chaque fois que l'on parle des sanctions. Mais réfléchissez, si la communauté internationale ne faisait rien et que l'aveuglement des dirigeants iraniens d'aujourd'hui conduise à une confrontation quelle qu'elle soit, ne pensez-vous pas que la population iranienne en souffrirait bien davantage ? Répondre ça n'est pas faire une pirouette. Vous-même qui suivez ces questions le voyez bien.

Deuxièmement, dans l'éventail des sanctions qui sont sur la table, sur lesquelles je ne souhaite pas forcément communiquer, il peut y avoir des sanctions ciblées, notamment sur un certain nombre de personnalités. Notamment par des banques. Notamment situées dans des pays amis et extrêmement concernés par la dérive du régime iranien. Je ne peux pas citer mais il y en a. Et connaissant la question comme vous la connaissez, je suis sûr que vous n'avez pas besoin d'être guidé pour réfléchir à ça. C'est un ensemble, mais ce qui compte c'est la légitimité internationale que va donner la décision du Conseil de sécurité, et que l'on soit efficace pour éviter la confrontation. C'est ça qu'il convient d'éviter.

QUESTION -- Le Premier ministre turc et le Président brésilien ont apparemment décidé ou suggéré de mettre en avant une nouvelle proposition diplomatique pour traiter le dossier nucléaire iranien. Est-ce que cela a été un sujet dans votre entretien avec le Président LULA ?

LE PRESIDENT -- Oui.

QUESTION -- Qu'est-ce que vous pensez de cette initiative ?

Et deuxièmement, toujours sur la question des sanctions Monsieur le Président, vous avez parlé à la télévision américaine hier de réduction d'achat de pétrole iranien. C'est une idée nouvelle très intéressante, est-ce que vous pouvez nous développer cette idée ? Merci.

LE PRESIDENT -- Vous ne me facilitez pas la tâche parce que je pense qu'il n'est pas productif de parler du détail des sanctions avant d'avoir obtenu un cadre juridique et la France se bat pour obtenir ce cadre juridique. C'est cela qui est important. Après on rentrera dans les modalités. Ce n'est pas du tout que je ne veux pas répondre à votre question mais ce n'est pas la peine non plus de donner de prétexte dans une situation qui est déjà assez complexe.

Sur le Président LULA que j'ai vu avec le ministre Bernard KOUCHNER, je respecte sa position. Il veut être l'homme et il veut que le Brésil joue la main tendue. C'est tout à fait respectable, je lui fais grande confiance, je suis d'ailleurs très reconnaissant aux Brésiliens de tout le mal qu'ils se sont donné pour nous aider sur la situation vraiment scandaleuse qui est faite à Clotilde REISS, notre jeune compatriote. Donc ce n'est pas moi qui reprocherai au Président LULA quoi que ce soit. Mais le Président LULA lui-même -- je ne suis pas son porte-parole - a clairement conscience que cette initiative serait l'initiative de la dernière chance et qu'elle doit se produire extrêmement rapidement. Pour tout dire, qu'elle doit même être compatible avec le calendrier que je me suis permis de présenter devant vous, c'est-à-dire avril ou mai, pour être le plus précis possible. Donc même là-dessus, je reviens du sommet - ce n'était pas un sujet multilatéral -, mais je reviens plus optimiste parce que j'ai trouvé -- enfin, la discussion avec la Président LULA est toujours extrêmement facile et très agréable -- vraiment une claire compréhension que le temps maintenant pressait vraiment.

QUESTION -- Vous avez beaucoup parlé du Président LULA, est-ce que vous avez parlé du dossier du Rafale et est-ce que l'on va vendre le Rafale ou pas ?

LE PRESIDENT -- Si je vous disais que l'on n'en avait pas parlé vous ne le croiriez pas et vous auriez parfaitement raison. Là aussi, je ne suis pas le porte-parole du gouvernement brésilien mais disons que je suis confiant. Les choses progressent exactement comme on avait prévu que cela progresse. Si c'est une décision prise par le Président, le Gouvernement, elle est forcément politique. Ce n'est pas qu'un critère politique j'imagine. Le Rafale est un excellent avion mais les Brésiliens annonceront eux-mêmes leur choix. Je vous dis, je suis confiant et on est parfaitement en ligne avec ce qui avait été dit et fait il y a un an lors de mon voyage au Brésil. Par ailleurs, avec le Président LULA on a vraiment, oserai-je dire une très grande complicité. Je sais ce qu'il pense, il n'y a pas de surprise sur ce dossier, d'ailleurs comme sur les autres.

J'en profite pour vous dire que j'ai eu d'autres rencontres bilatérales parce que déjà la France avec Bernard KOUCHNER se prépare à la Présidence du G20 et ça a été vraiment l'objet des entretiens que j'ai eus avec M. ERDOGAN à Paris l'autre jour. Je vous annonce d'ailleurs que vraisemblablement j'irai en Turquie à son invitation Dans la perspective du G20, et sans doute d'ailleurs en tant que Président puisque ce sera l'année du G20, et on s'est déjà mis d'accord sur les grands dossiers et notamment un sujet qui est absolument passionnant qui est celui de la régulation du marché des matières premières. C'est un sujet qui préoccupe le Premier ministre ERDOGAN.

Le Premier ministre japonais qui avait visité Bernard KOUCHNER est aussi très intéressé et j'irai au début de l'année prochaine au Japon, dans ce cadre là. Bien sûr le Président LULA, j'en ai parlé, on a vraiment... et puis le Premier ministre indien. J'irai en Inde à la fin de l'année et là aussi nous avons parlé des sujets du G20.

Au fond, ce sommet permet également de multiplier les contacts bilatéraux. Avec le Kazakhstan, c'est sur le suivi des contrats que nous avons posé lorsque j'étais à Astana. Avec d'autres, c'est le G20 mais évidemment cela facilite beaucoup les échanges. Comme à table j'étais à côté du Président MEDVEDEV, on a beaucoup parlé. Cela permet de faire d'une pierre huit coups.

QUESTION -- Monsieur le Président, des points de détail. Quand vous avez parlé, aussi bien dans les bilatéraux avec les Emirats et entre vous dans les différentes réunions que vous avez, quand vous parlez d'Iran et quand vous parlez de sanctions, est-ce que vous abordez la question du détournement de ces sanctions par Dubaï justement ? C'est un point qui vous concerne et c'est quelque chose dont vous avez parlé aujourd'hui.

Enfin un autre point, quand vous parlez d'Etats qui prolifèrent et que vous voudriez voir condamnés ou au moins présentés devant des tribunaux, est-ce à la Corée du Nord que vous pensez ?

LE PRESIDENT -- Bien sûr, j'ai vu en bilatéral le prince héritier Mohammed des Emirats Arabes Unis et là aussi, bien sûr, vous connaissez le rôle central des Emirats et notamment la place financière de Dubaï. Mais lorsque nous parlons avec Cheikh Mohammed, c'est vraiment un ami, un allié. Je veux dire qu'il n'y a pas l'ombre d'une ambiguïté là-dessus. C'est quelqu'un dont nous avons besoin et dont les conseils et l'action sont et seront très utiles. Bien sûr.

La deuxième question : il n'y a pas qu'eux mais la position de la Corée du Nord en la matière est là aussi parfaitement incompréhensible : un pays dont la population est si pauvre et qui consacre autant d'argent à développer des missiles et un armement nucléaire. Mais vous connaissez les liens d'autres pays et le financement qu'ils apportent à certaines organisations qui sont répertoriées comme terroristes, que je ne qualifie pas, mais qui sont répertoriées comme terroristes. Bien sûr la question se pose.

QUESTION -- Que pensez-vous du format de ce sommet ? Pourquoi avoir invité des pays qui sont non signataires du traité de non prolifération et pourquoi ne pas avoir invité la Syrie par exemple ? Est-ce que c'est donc le bon choix de pays ? Est-ce qu'il faut institutionnaliser ce choix, garder les mêmes pays ? Et institutionnaliser ce sommet ?

Et puis une petite deuxième question, lors de vos entretiens avec les Emirats, est-ce que vous avez progressé dans votre réponse aux Américains sur quel effort supplémentaire la France peut faire pour la formation de soldats ou policiers afghans ?

LE PRESIDENT -- Vous savez sur les invités, c'est l'éternelle question. Le privilège de la

Présidence de tous ces sommets est double voire triple. C'est la Présidence qui choisit les invités
£ C'est la Présidence qui choisit l'ordre du jour et c'est la Présidence qui a la responsabilité de mettre un papier sur la table. Donc le Président OBAMA a fait des choix. Je les trouve bons. On peut discuter sur tel ou tel. Est-ce qu'il faut figer les prochains sommets ? Non. D'une manière générale d'ailleurs, je trouve que figer à l'extrême complique la tâche. Et ce ne serait pas une bonne chose. Donc ce type de sommet peut être ouvert à d'autres intervenants dans l'avenir. On a même eu un débat, voyez-vous, pour savoir si ce sommet devait se tenir tous les deux ans ou tous les ans ? C'est en train de se construire et donc là-dessus ...

Sur la question de l'Afghanistan, une question que l'on suit de façon très approfondie avec nos amis américains, je l'ai dit à plusieurs reprises, nous avons les effectifs combattants nécessaires pour faire face à nos responsabilités dans les deux régions qui sont les nôtres. Nos soldats combattent, y combattent avec courage, avec compétence. Ce n'est d'ailleurs contesté par personne. Nous avons renforcé nos moyens pour protéger nos soldats. Je parle en hélicoptères, je parle en drones, je parle en armement. Mais nous estimons avoir les effectifs nécessaires pour assumer les missions qui sont les nôtres. Et de ce point de vue le Président OBAMA est très au clair, il n'y a pas de malentendu possible.

Cependant vous avez raison, pour ce que l'on appelle l'afghanisation, la formation de leur police, éventuellement de leur gendarmerie, la formation des officiers afghans, il faut que l'on renforce l'effort des nations compétentes. Pourquoi ? Parce que le plus tôt l'armée afghane et la police afghane et l'Etat afghan pourront prendre leurs responsabilités, le mieux ça sera pour tout le monde. Et nous sommes prêts à faire davantage pour la formation.

Nous avons un atout maintenant supplémentaire : c'est notre base à Abou Dabi. On pourrait parfaitement recevoir sur cette base à Abou Dabi des officiers afghans pour les former, les préparer. C'est sur ces bases là que nous travaillons ensemble.

QUESTION -- Pour rester aux Emirats Arabes Unis et à Abou Dabi, tout à l'heure vous avez évoqué la possibilité du Rafale au Brésil, vous avez aussi actuellement des négociations avec les Emiratis sur ce dossier là, qui ont manifesté leur intérêt, et non pas d'ailleurs dans le cadre d'un appel d'offres mais de gré à gré. Est-ce que vous affichez la même confiance sur ce marché ?

LE PRESIDENT -- Disons que c'est de la confiance pour le Brésil et c'est une forte espérance pour les Emiratis. Là aussi je vous le dis on en a parlé et c'est d'ailleurs normal. Comment pourrait-il en être autrement ? Nous rentrons dans une phase de discussions assez approfondie. Une dernière question, après vous voulez peut-être rester en France ? A moins que l'on ait décidé d'aller chez Ben ?

QUESTION -- Sur les relations entre Washington et Pékin, est-ce que vous avez le sentiment que l'heure est à la détente et est-ce que c'est un sujet sur lequel vous allez travailler dans le cadre de la Présidence française du G20 ?

LE PRESIDENT -- Moi-même j'ai vu le Président HU Jintao pour le remercier de son invitation en visite d'Etat puisque nous irons avec Carla à Pékin à la fin du mois. Et puis j'irai inaugurer le pavillon français pour l'Exposition universelle de Shanghai. Le Président HU Jintao viendra en France, je pense, avant la fin de l'année. Nous avons des intérêts économiques extrêmement importants. Je voudrais aussi convaincre cet immense pays qui est la Chine que la définition d'un nouvel ordre monétaire international est quelque chose qui ne se fera en aucun cas contre eux mais bien au contraire avec eux. Parce que le yuan est devenu une monnaie qui compte. Si on commence à attaquer le sujet en dénonçant des adversaires ou des coupables, on est sûr qu'on n'y arrivera pas. Je n'oublie pas que, maintenant que le partenariat stratégique est revenu sur des bonnes bases, je n'oublie pas que moi-même j'ai connu quelques turbulences. Nos amis chinois qui sont derrière nous, ce serait un peu curieux que je vienne mettre mon grain de sel dans les rapports entre ces deux grands pays que sont les Etats-Unis et La Chine Je fais toute confiance au Président OBAMA et au Président chinois pour trouver de bons accords. Je crois d'ailleurs qu'ils ont eu un long entretien tous les deux. C'est très important que des grandes puissances comme cela se parlent, qu'il n'y ait pas de blocage. Ce qui est très important c'est qu'à aucun moment on ne se trouve en situation de blocage sur aucun dossier international. Même si on progresse peu je dirai même si on ne progresse pas mais que les gens se parlent

même si on progresse peu, je dirai même si on ne progresse pas mais que les gens se parlent, c'est positif. Ce qui est totalement négatif, c'est la crispation, le blocage. Et si la France avait inventé, proposé le G20, c'est justement pour donner une grande impulsion. Avec Bernard KOUCHNER on aura l'occasion de vous en parler. C'est vraiment un calendrier extrêmement fort, des initiatives très fortes et bien sûr il ne s'agit pas de gêner la Présidence canadienne et demain la Présidence coréenne qui fait très bien. Mais dès le mois de novembre 2010, la France prendra beaucoup d'initiatives sur un certain nombre de sujets sur lesquels il faut avancer. Je vous remercie, je vous souhaite un bon retour et beaucoup de courage.